

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Gerhard Schröder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne et Lionel Jospin, Premier ministre, sur le bilan du sommet franco-allemand, la préparation du conseil européen de Cologne, les décisions prises en matière de défense européenne, les progrès d'une solution diplomatique au conflit du Kosovo, à Toulouse le 29 mai 1999.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, nous voici au terme d'un sommet qui a été très agréable et aussi très intéressant. Je voudrais remercier les Toulousains, le Maire de Toulouse, Monsieur Dominique Baudis, pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé dans cette ville qui est un peu un témoignage de l'efficacité de la coopération franco-allemande comme nous allons le voir tout à l'heure lorsque nous allons visiter Airbus.

Comme nous l'avions décidé à Postdam, ce sommet a marqué une première évolution vers moins de formalisme, des sujets moins nombreux et peut-être plus importants, un nombre restreint de responsables et une modernisation de nos méthodes de travail. Bien entendu, cette évolution se poursuivra pour adapter nos procédures de concertation aux exigences des temps modernes. Je le répète, un climat excellent et des positions très proches pour ne pas dire identiques sur tous les grands sujets du moment, qu'il s'agisse des problèmes bilatéraux, européens ou internationaux.

Et, s'agissant des relations bilatérales, nous avons examiné le travail accompli depuis Postdam notamment. Et je tiens à rendre hommage à l'imagination et au travail de modernisation que j'évoquais à l'instant réalisé par nos diplomates, en particulier pour essayer de rapprocher les sociétés civiles de nos deux pays. Je mentionnerai, dans cet esprit, l'université franco-allemande, qui ouvrira ses portes en automne de cette année, le forum de discussion franco-allemand, qui tiendra sa première session en octobre sur le thème des nouvelles technologies de l'information, plusieurs initiatives pour promouvoir l'apprentissage de la langue du partenaire. Nous sommes très préoccupés par l'obstacle que représente la langue dans le rapprochement, notamment, des sociétés civiles et en particulier les jeunes, d'où également une modernisation et un renforcement de nos dispositifs de coopération, notamment les coordinateurs et bien entendu l'OFAJ, pour lequel le gouvernement a décidé d'augmenter les crédits mis à sa disposition, et la création du premier site internet à la fois bilatéral et bilingue. Bref, un ensemble de décisions qui sont le prélude à un développement important de nos relations et notamment sur le plan culturel et sur le plan éducatif. Voilà pour ce qui est bilatéral.

Nous avons également évoqué, bien sûr, la préparation du Sommet de Cologne. Ce Sommet de Cologne, je parle du sommet du Conseil européen je ne parle pas du sommet du G8 qui se

tiendra peu de temps après, ce Sommet européen de Cologne clôturera une présidence allemande qui aura été exceptionnellement dense et surtout exceptionnellement réussie. On se souvient des propos que l'on entendait chez les experts ou ailleurs au début de la présidence, notamment sur la possibilité qu'il y aurait à arrêter l'Agenda 2000 à Berlin, à progresser réellement à Cologne sur des sujets aussi importants que la défense européenne, le Pacte européen pour l'emploi, la Charte des droits... Bref, un certain nombre d'ambitions. Eh bien on s'aperçoit que les résultats ont été extrêmement positifs et je voudrais rendre un hommage fort à la présidence allemande qui a assumé cette charge difficile dans des conditions que je n'hésite pas à qualifier d'exemplaires.

S'agissant des principaux sujets de Cologne, et du Pacte européen sur l'emploi que nous avons évoqué et que nous préparons ensemble en ce moment, je voudrais souligner l'importance qu'il a. Je voudrais le rappeler parce que l'on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, que cette orientation vers la prise en compte des problèmes sociaux a été à l'origine lancée par la France, et notamment par le mémorandum social que j'avais déposé en 1996, parallèlement d'ailleurs à une initiative de la commission de Monsieur Jacques Santer, et qui a ensuite été repris et amplifié au Sommet extraordinaire de Luxembourg. Il est tout à fait essentiel aujourd'hui, et c'est l'une des ambitions de la présidence allemande tout à fait soutenue par la France, de renforcer cette dimension humaine de l'Europe.

Notre volonté commune, maintenant que nous avons réussi le lancement de l'euro, c'est en effet d'installer la croissance en Europe et la croissance pour l'activité et pour l'emploi. Autrement dit, nous voulons conjuguer le dynamisme économique et un modèle social à la fois original et moderne et correspondant bien entendu à nos traditions.

Cela n'aurait pas été envisageable si l'on n'avait pas, d'abord, réalisé la stabilité monétaire et aussi la maîtrise des déficits. Mais, à partir du moment où ces objectifs sont devenus des réalités, maintenant, l'ambition sociale est à portée de la main. La présidence allemande fait, à ce sujet, des propositions qui sont encore étudiées et qui déboucheront sur un Pacte pour l'emploi, à Cologne, qui devrait être considéré non pas comme un aboutissement, naturellement ces choses s'adaptent en permanence, mais comme une étape importante sur la bonne voie.

Le deuxième point essentiel que nous avons évoqué concerne la défense européenne. L'Union européenne n'existera pas pleinement sur la scène internationale tant qu'elle ne disposera pas de capacité autonome de décision et d'action. Et cela, c'est le grand chantier actuel de la construction européenne depuis que nous avons terminé celui qui concernait la monnaie.

Alors, plusieurs jalons, vous le savez, ont été posés cette année : à Saint-Malo avec la position franco-britannique, au Sommet de l'Alliance à Washington où l'ambition européenne a été saluée comme il convenait dans le communiqué final et à Cologne, naturellement, sous présidence allemande, où nous allons donner une impulsion décisive à ce projet auquel, vous le savez, nous sommes profondément attachés.

Impulsion, tout d'abord, en ce qui concerne les moyens de décision. Il faut, en effet, une instance permanente à Bruxelles qui, sur instruction des Gouvernements, puisse préparer les décisions nécessaires en matière de sécurité et en matière de défense. Cela existe dans le cadre de l'OTAN, cela n'existe pas encore dans le cadre de l'Union européenne. Il faut mettre en place une telle instance nous aussi. Au-delà des moyens de décision, les moyens militaires, c'est-à-dire les Etats-majors et les forces capables d'agir, existent déjà, vous le savez, plusieurs forces européennes, mais elles ne sont pas adaptées aux crises actuelles. Elles sont de nature défensive et elles ne sont pas adaptées à des crises telles que celles que nous connaissons.

Le corps européen doit être, par conséquent, transformé pour accomplir les nouvelles missions auxquelles on voit bien que l'Europe doit pouvoir faire face. Il faut en faire un corps de réaction rapide européen. C'est l'objectif que nous nous sommes fixé aujourd'hui. Nous devons discuter ce point, naturellement, mais ils sont déjà d'accord, et nous le savons, avec nos partenaires espagnols, belges et luxembourgeois mais, je le répète, ils sont informés officieusement et d'accord. C'est à Cologne que seront définies les modalités définitives, mais aujourd'hui nous avons pris cette décision qui, sur le plan de la défense européenne, est une décision, je dirai,

historique autant que l'on puisse ainsi qualifier une décision, en tous les cas, extrêmement importante.

L'Europe aura la possibilité de conduire des actions du type de celles que nous menons en Bosnie avec la SFOR ou que nous mènerons demain au Kosovo après l'accord de paix avec ce qu'on appelle la KFOR.

L'Europe de la Défense doit donc devenir une réalité. C'est un pas décisif qu'elle fait en ce moment. C'est un objectif, je le répète, prioritaire pour la France et c'est une contribution essentielle à l'émergence d'un monde multipolaire auquel, vous le savez, la France est profondément attachée. Un monde multipolaire obéissant, par ailleurs, à une règle de droit international qui ne peut être élaborée que par la communauté des nations incarnée par l'ONU et agissant sous l'autorité de son Conseil de sécurité.

Enfin, nous avons, bien entendu, parlé du Kosovo, notamment au regard des dernières informations qui nous sont parvenues et des dernières discussions qui ont eu lieu entre les deux ministres des Affaires étrangères et leurs partenaires, leurs homologues américain, italien, anglais, quelques autres probablement, ainsi qu'avec le Président Ahtisaari.

Nous avons arrêté une position qui est rigoureusement commune et je dois le dire sans l'ombre d'une difficulté ou d'un problème. Cette position, vous la verrez dans le court communiqué qui vous a été ou qui va vous être distribué.

Voilà le résumé des principales discussions que nous avons eues. Je vais, d'abord, demander au Chancelier de bien vouloir prendre la parole et au Premier ministre de nous donner également son point de vue.\

LE CHANCELIER - Je remercie Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, je crois que cela a constitué une présentation très complète des résultats de notre Sommet et donc je pourrai m'en tenir à quelques brèves remarques.

Mais je voudrais, tout d'abord, exprimer à mon tour mes très sincères remerciements pour la population de Toulouse qui nous a accueillis de manière très chaleureuse et j'y joins mes remerciements pour l'ensemble de l'accueil qui nous a été réservé par le Président et le Gouvernement français. C'est ce qui a contribué, évidemment, à la très bonne ambiance dans laquelle se sont déroulées nos négociations puisqu'il s'agissait d'une ambiance de confiance, d'honnêteté et nous avons coopéré de manière très efficace.

Cette coopération est particulièrement utile et nécessaire lorsqu'il s'agira au cours du prochain sommet européen à Cologne de faire progresser encore l'intégration européenne. Evidemment, je remercie très sincèrement le Président pour son analyse très généreuse de nos performances à la présidence de l'Union européenne.

Nous sommes assez fiers, je dois le dire, d'avoir réussi à conclure sur l'agenda 2000 et d'avoir fait en sorte que la crise institutionnelle, née du départ de l'ancienne Commission, ait pu être surmontée si rapidement avec la nomination d'un nouveau Président de la Commission.

Je ne vous révélerai aucun secret, mais je dirai que la proposition qui avait été faite de nommer cette personnalité au début du Sommet de Berlin, cela n'a pas été ma décision. C'est une décision que nous avons élaborée ensemble, le Président et moi, autour d'une bière la veille au soir. Donc, je peux tout à fait vous renvoyer les compliments pour une bonne partie de cette réussite, Monsieur le Président.

Nous voulons nous efforcer d'avoir autant de réussite au cours du Sommet de Cologne pour conclure notre présidence. Les thèmes ont été nommés. Nous voulons mettre en place un Pacte pour l'emploi qui doit être compris, non pas comme remplaçant les efforts entrepris au plan national mais comme venant les compléter de manière utile. C'est comme cela que nous voyons ce Pacte pour l'emploi et ce n'est que comme cela qu'il pourra fonctionner.

Dans nos propositions, nous devons évidemment aussi tenir compte des points de vue d'autres Etats membres et tout ce que nous avons proposé me semble, a priori, dans l'ensemble une bonne base pour parvenir à ce que le Sommet de Cologne soit une réussite. Naturellement, les Etats membres qui ne sont peut-être pas allés encore aussi loin ou qu'ils ne veulent pas encore aller aussi loin en matière d'intégration, il va falloir les y inciter. Il va falloir élaborer une plateforme commune. Cela va demander encore du travail et nous savons que, naturellement, un tel

monnaie commune. Cela va demander encore du travail et nous savons que, naturellement, un tel Pacte pour l'emploi doit être compris comme une démarche dynamique qui va devoir évoluer puisque la situation économique, à laquelle il doit être adapté, évolue aussi très vite.

Le deuxième sujet, et là aussi je dois remercier le Président, c'est la mise en place d'une identité européenne de sécurité défense. Nous avons fait beaucoup de travaux préliminaires et je crois que sur cette base, qui est pour moi aussi importante que pour le Président Chirac, il s'agit d'un élément aussi important que la mise en place d'une monnaie commune.

Je crois que nous allons beaucoup avancer sur ces points, sur le fond, à Cologne, beaucoup plus que jusqu'ici, et cela passe notamment, aussi, par la concrétisation de l'Eurocorps tel que vient de le décrire le Président de la République. Nous sommes d'accord pour dire que, face aux nouvelles missions qui vont nous incomber, on le voit bien au Kosovo, il faut que ce corps devienne un outil de réaction en cas de crise, une troupe d'action rapide et nous sommes d'accord là-dessus.

En outre, à Cologne, nous allons devoir mettre en place les étapes importantes de la réforme des institutions : modification de la composition et en particulier des processus de décisions, par exemple, des votes. Cela devient absolument nécessaire dans la mesure où nous voulons réaliser concrètement l'élargissement de l'Union européenne et nous le voulons vraiment. Nous ne voulons pas seulement en parler.

Alors, il y a d'une part l'architecture financière de l'Union européenne entre 2002 et 2006 et puis il y a les réformes institutionnelles d'autre part. Et ces deux éléments sont des conditions préalables équivalentes pour parvenir à préparer l'élargissement. Et donc, ce que nous avons réussi à faire à Berlin avec, en particulier, le soutien de la France, va donc se mettre en place de manière un peu plus avancée à Cologne et vraisemblablement c'est sous présidence française, au deuxième semestre de l'an 2000, que nous pourrions concrétiser et formaliser ces réformes qui permettront l'élargissement.

A propos du Kosovo, notre double stratégie sur laquelle nous sommes entièrement d'accord, je le souligne, contient une composante militaire malheureusement nécessaire pour faire des progrès. Et puis, il y a la volonté commune de la France et de l'Allemagne pour parvenir en tout cas à une solution politique, et l'évolution de la situation semble montrer que cette double stratégie commence à porter ses fruits et qu'il ne faut donc pas la modifier. Il ne faut pas changer de stratégie.

S'agissant des résultats qui semblent apparaître à Belgrade, eh bien, nous voulons profiter de cet élan pour donner une dynamique à ce processus. La France et l'Allemagne vont tout faire pour parvenir le plus vite possible à une solution politique et c'est pourquoi nous soutenons ensemble les efforts du Président Ahtisaari et de son collègue russe. Tous deux recherchent une solution politique. Ahtisaari agit expressément sur mandat de l'Union européenne et avec le soutien total de tous les Etats membres, et en particulier de la France et de l'Allemagne au sein de cette Union européenne.

Nous espérons parvenir ainsi à mettre un terme à la guerre au Kosovo, cela ne peut se faire que sur la base des principes clairs formulés par l'Occident et là-dessus, aussi, la France et l'Allemagne sont entièrement d'accord, c'est une évidence.

Voilà donc une journée et demie qui s'est avérée tout à fait utile pour nos relations bilatérales, pour la politique européenne, mais aussi pour parvenir à mettre un terme à un conflit auquel nous voulons mettre un terme ensemble, la France et l'Allemagne.

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le Président de la République, Monsieur le Chancelier, Mesdames, Messieurs, je voudrais prolonger les réflexions du Président de la République et du Chancelier sur quelques points. D'abord, dire que, étant un élu de ce département, je me réjouis tout particulièrement que ce sommet se tienne à Toulouse, j'ai le privilège de participer à cette conférence de presse en pouvant regarder les fenêtres de mon appartement de l'autre côté de La Garonne, c'est un privilège qui ne se produira qu'une fois, je pense dans ma vie de Premier ministre, donc je le goûte, mais au-delà de ce lien politique et affectif avec cette région, j'ai un autre symbole que je veux marquer, c'est le fait que ce sommet franco-allemand se tienne à Toulouse qui est une capitale de l'aéronautique et un lieu symbolique de la coopération franco-

allemande, mais de la coopération européenne dans le domaine aéronautique.

C'est l'occasion pour moi, de rappeler l'attachement du gouvernement français à la construction d'une Europe de l'aéronautique. Notre souci que soient consolidés les succès éclatants d'Airbus en créant les synergies et les réformes de gestion nécessaire. Et puis une façon de marquer l'attachement du gouvernement français au site de Toulouse en matière d'aéronautique, dont le Chancelier pourra tout à l'heure apprécier d'ailleurs l'exceptionnelle force.

Sur la relance des relations franco-allemandes, le Président de la République et le Chancelier ont dit tout ce qu'il y avait à dire. Moi, je me réjouis puisque ce sommet se tient dans un moment où on s'interroge pour savoir s'il ne va pas y avoir un tournant dans le conflit du Kosovo, je me réjouis que la France et l'Allemagne puissent s'exprimer avec force sur ce sujet. Naturellement, compte tenu de l'interlocuteur que nous avons à Belgrade, il faut examiner sans naïveté, mais je pense aussi sans excès de pessimisme, les déclarations qui ont été faites des autorités de Belgrade de souscrire aux principes et aux conditions qui ont été exprimés par le G8. Cette déclaration qui a été faite à Belgrade, je crois, nous intéresse, si les intentions sont sincères et si les actes suivent les paroles, on doit pouvoir penser assez sur le plan diplomatique et notamment aux Nations Unies, dans le sens d'une résolution. Donc, c'est un moment important que nous devons examiner avec réalisme, mais aussi avec la capacité de donner sa chance à la paix, si celle-ci se présente.

A cet égard, je voudrais aussi souligner quelque chose qui me semble important et dont nous avons parlé au cours de nos échanges et dans le sommet ce matin, c'est que puisque les Européens ont assumé et assument encore dans le conflit toute leur responsabilité, puisqu'il est clair qu'ils auront à prendre une part considérable à la reconstruction nécessaire et au développement des Balkans, pour lesquels d'ailleurs nos amis de la présidence allemande ont fait des propositions, je crois qu'ils sont fondés, comme le font d'ailleurs nos ministres et comme nous essayons de le faire nous-mêmes à s'exprimer avec force sur les choix et les méthodes de la solution que nous sommes entrain de rechercher.

Enfin, le dernier point sur lequel je voudrais m'exprimer au-delà des relations bilatérales qui sont excellentes, de l'effort budgétaire supplémentaire qui va être fait pour l'Office franco-allemand de la jeunesse. C'est dire un mot du Conseil européen de Cologne et du Pacte européen pour l'emploi.

Le Gouvernement français est convaincu que nous résoudrons mieux nos problèmes en Europe, si nous avons une croissance plus forte. Il ne suffit pas de vouloir cette croissance pour l'obtenir, cela suppose des conditions que nous devons réunir, nationalement et collectivement, mais il faut aussi la vouloir et je pense que nous ne devons pas accepter l'idée que les Etats-Unis seraient encore pour les dix quinze ans qui viennent une zone de croissance forte où tel ou tel pays d'Asie, malgré la crise financière et que l'Europe devrait se résigner à une croissance faible ou médiocre. Donc, c'est dans cet état d'esprit et avec cette perspective historique que nous voulons aborder non seulement le sommet de Cologne, mais éventuellement d'autres sommets dans cette direction. Naturellement nous trouverons avec nos amis allemands et nos autres partenaires, les consensus et les compromis qui font partie de la méthode européenne, mais le Gouvernement français comme l'ont montré les Ministres, dans les réunions européennes spécifiques, souhaite vraiment que l'on marque cette volonté, déjà à Cologne et puis aussi naturellement dans l'avenir et nous y travaillerons dans les quelques jours qui nous séparent encore du sommet qui je crois sera un succès comme l'a été c'est vrai on peut l'attester, notamment par la résolution de ce difficile dossier d'agenda 2000, cette présidence allemande aura été une très bonne présidence.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, une question tout d'abord à propos du Kosovo. On a en effet l'impression, après les informations qui ont été reçues de Belgrade, après la visite de M. Tchernomyrdine, que le Président Milosevic cherche à contourner en particulier l'une des exigences de l'Alliance, c'est-à-dire l'installation d'une force chargée d'assurer le retour des réfugiés, cela en jouant à la fois sur le terme " présence de sécurité " dans la proposition du G8, et aussi sur le rôle du Conseil de sécurité qui aurait en quelque sorte, d'après Belgrade, priorité sur l'OTAN. Ma question est la suivante : est-ce que le Président Milosevic a une marge

de manoeuvre dans ses négociations à ce sujet ?

LE PRESIDENT - Non. Non, il n'en a pas. Le Secrétaire général de l'ONU d'abord, sous la forme de cinq conditions, les membres du G8, ensuite, sous la forme de sept conditions, mais qui étaient les mêmes, ont très exactement précisé les conditions qui devaient être remplies par Belgrade, et acceptées par Belgrade. Et, sur ce point, je n'imagine pas qu'il puisse y avoir de concessions ou de négociations. J'ai cru comprendre que les autorités de Belgrade, parlant à M. Tchernomyrdine, avaient fait un pas, d'après l'émissaire russe, substantiel en direction de l'acceptation de ces conditions. Si tel est le cas, c'est parfait sinon il faudra poursuivre notre pression.

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, il semblerait que le Président Milosovic soit prêt à approuver les conditions. Est-ce que vous pensez qu'il allume un contre-feu ou est-ce que vous croyez qu'il est vraiment mûr ?

LE CHANCELIER - Il va falloir soigneusement analyser ce que M. Tchernomyrdine a récolté à Belgrade. Pour cela, il faudra lui parler personnellement et ne pas se fier à des communiqués d'agences de presse. Mais nous allons examiner cela dans un esprit d'ouverture, et d'après ce que nous savons, il y a un mouvement visible. Et s'il y a un mouvement il faut encourager ce processus et les entretiens que le Président finlandais, M. Ahtisaari, va conduire, contribueront à accompagner ce mouvement. Et c'est pourquoi je suis plus confiant aujourd'hui en ce qui concerne l'issue d'une solution politique que je ne l'étais il y a quelques jours. Mais, bien entendu, nous ne saurons apprécier les choses de façon définitive que quand nous connaîtrons directement les résultats.

Quant à la formule utilisée par le Président, à savoir qu'il lui faut traiter tout cela avec confiance sans faux scepticisme, mais avec ouverture, je crois que c'est une bonne formule.

QUESTION - Toujours à propos du Kosovo, est-ce que vous pensez qu'il n'est pas temps maintenant d'envoyer Monsieur Ahtisaari à Belgrade ?

LE PRESIDENT - M. Ahtisaari ira à Belgrade lorsqu'il estimera, en fin diplomate qu'il est, que le moment est venu d'y aller.

QUESTION - Une question au Chancelier Schroeder et au Président Chirac. Vous avez parlé de la création de l'euro comme un problème réglé, en quelque sorte, or, cette semaine, on a vu le premier péché contre le Pacte de stabilité puisqu'on a autorisé l'Italie à pousser son déficit jusqu'à 2,4 %. Est-ce que ce n'est pas un coup très dur porté au Pacte de stabilité, et est-ce que cela n'ouvre pas la porte à des autorisations semblables pour d'autres pays ?

LE CHANCELIER - Je ne parlerai certainement pas de péché. En l'occurrence, ce que l'on a permis à l'Italie de faire en toute transparence, c'est une décision tout à fait unique, ponctuelle, et cela ne signifie en aucun cas qu'un Etat membre souhaite s'écarter du cours et de l'axe de stabilité choisis par les membres de l'Union monétaire et à laquelle ils restent fidèles. Cette décision ne signifie pas non plus que le Pacte de stabilité inscrit dans le Traité ait à souffrir de cette décision. Il s'agit d'une décision tout à fait exceptionnelle, adaptée à la situation de l'Italie et je ne crois pas qu'il faille se faire des soucis sur la stabilité de l'euro. L'euro a le potentiel nécessaire pour être et rester une monnaie stable et, d'ailleurs, cette stabilité va se confirmer, d'ailleurs tous les experts conviennent de dire qu'on ne saura mesurer cette stabilité que quand la puissance économique sous-jacente apparaîtra pleinement et quand on arrêtera uniquement de comparer le cours avec le dollar. L'euro est une monnaie stable, elle le restera et, comme convenu, la France et l'Allemagne notamment veilleront à ce que cela reste ainsi.

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier. Je crois qu'il faut d'abord rappeler que le gouvernement italien a fait des efforts considérables pour remplir les objectifs de Maastricht et il faut saluer cet effort qui a été fait par le gouvernement italien mais aussi par les Italiens eux-mêmes. Je crois aussi qu'il ne faut pas surestimer l'événement qui s'est produit à l'écofin, on reste en deçà des 3 % d'une part, et d'autre part le processus de surveillance multilatéral a fonctionné puisqu'il y a eu un dialogue franc qui a été conduit entre l'Italie et ses partenaires. Mais c'est vrai que sur ces questions de réduction, par exemple du déficit budgétaire, il est bon de se fixer des objectifs que l'on peut tenir, c'est en tout cas ce qu'a fait le gouvernement français qui s'est fixé des objectifs progressifs et qui remplira, cela ne fait

rait le gouvernement français qui s'est fixé des objectifs progressifs et qui remplira, cela ne fait pas de doute pour ses partenaires, ses objectifs.

Sur la question de l'euro, du niveau de l'euro, je pense comme le Chancelier qu'il ne faut pas avoir d'inquiétude excessive. L'euro a un potentiel d'appréciation réel, nous ne voulons d'ailleurs que l'euro ne soit ni surévalué comme j'ai eu l'occasion de le dire moi-même il y a deux ou trois ans, ni sous-évalué. Et en fait ce que nous souhaitons c'est la stabilité d'échange et de la monnaie et nous ne souhaitons pas qu'il y ait des variations fortes de ses changes. Et je crois donc que l'on doit considérer la place que l'euro va prendre progressivement dans les transactions financières internationales avec un optimisme tout à fait raisonnable.

LE PRESIDENT - Vous savez, Monsieur, la monnaie est fondée sur la confiance. La confiance c'est la solidité et l'euro est une monnaie solide. Il ne faut pas essayer de la juger sur trois mois, une monnaie ça se juge sur le long terme et pour ma part j'ai toute confiance dans la solidité et dans la stabilité de notre monnaie commune. Alors, c'est vrai qu'il y a un problème de déficits qui peuvent être excessifs à un moment ou à un autre. Ce fut le cas dans le passé en particulier. Le déficit c'est l'ennemi de l'avenir, les choses étant aujourd'hui ce qu'elles sont. Et la direction est claire, ce n'est pas le moment de faiblir dans ce domaine, dans les efforts de remise en ordre qui ont été pris en charge par tous les pays et notamment par l'Italie, effectivement, les efforts de remise en ordre, diminuer les déficits et diminuer une pression fiscale généralement excessive. Je parle de l'ensemble de l'Europe, mais j'ai toute confiance dans l'euro.\

QUESTION - Ma question s'adresse en particulier au Premier ministre. Au Conseil de Vienne vous aviez parlé d'objectifs vérifiables et contraignants en ce qui concerne le pacte pour l'emploi. Est-ce que vous pensez que l'on pourra en arriver là dès Cologne et où en est-on dans le dialogue franco-allemand notamment à ce sujet ?

LE PREMIER MINISTRE - En ce qui concerne les plans nationaux pour l'emploi, il y a un certain nombre d'objectifs quantifiés qui sont précisés. En ce qui concerne les problèmes du pacte européen pour l'emploi et notamment la croissance, c'est vrai que le gouvernement français souhaiterait plutôt que soit affiché un objectif. En ce qui concerne la croissance, cela peut poser problème à un certain nombre de nos partenaires et nous le comprenons. Mais nous nous avons nos positions, nous les défendons et puis comme l'a dit le Président de la République tout à l'heure nous avancerons par étape, il y aura l'étape de Cologne, il y aura d'autres étapes dans ce domaine. Il y a aussi d'autres sujets sur lesquels à Cologne à mon avis nous devrions faire des progrès. Je pense en matière d'harmonisation des fiscalités, je pense aussi dans le travail fait pour que soit adopté une directive, sous présidence finlandaise, touchant la capacité de réduire le taux de TVA de façon ciblée dans tel ou tel secteur des services, et dans la discussion que j'ai eue avec le Chancelier ce matin dans notre tête à tête, j'ai constaté que nos visions étaient très proches à cet égard. Quand il s'agit de service dans lequel il n'y a pas de compétition internationale et donc pas de risque de distorsion ou de concurrence. Donc voilà un deuxième concret sur lequel j'espère bien nous allons déboucher positivement à Cologne et le dialogue franco-allemand y aura contribué.\

QUESTION - Messieurs, est-ce que vous avez la même position sur le rôle qu'auront les États-Unis une fois la paix venue au Kosovo, dans la force de paix dans la reconstruction du Kosovo et des Balkans

LE PRESIDENT - Nous en avons parlé ce matin et je crois que l'on peut répondre de façon positive à votre question.

QUESTION - Est-ce qu'avant le sommet de Cologne, vous avez évoqué les questions personnelles ? Est-ce que vous vous êtes mis d'accord par exemple sur le poste de Monsieur Pesc?

LE PRESIDENT - Nous n'avons pas évoqué ces problèmes ce matin.

LE CHANCELIER - Nous allons nous rencontrer encore après la conférence de presse pour pouvoir à nouveau réfléchir un peu.

QUESTION - Monsieur le Président, qu'est-ce qui vous fait croire aujourd'hui, ce qui a l'air d'être que le cas, que les déclarations de Milosevic sont plus sincères ?

LE PRESIDENT - Sincères n'est pas à proprement parler le mot que j'emploierais. Ils me paraissent un peu plus réalistes. Mais je le répète, comme l'ont indiqué à la fois le Chancelier et

le Premier ministre, nous ne voulons pas faire preuve d'un pessimisme ou d'un scepticisme systématiques, mais nous n'avons aucune intention de faire preuve non plus de la moindre naïveté.

LE PREMIER MINISTRE - Je crois que le Président a tout dit mais en même temps je voudrais faire remarquer à la journaliste qui vient de poser cette question, que le problème n'est pas simplement de savoir si elles sont plus sincères, le problème est de constater qu'elles sont différentes ces déclarations. La sincérité nous allons la mesurer. Nous allons voir si les actes suivent les paroles. Mais jusqu'à maintenant, à ma connaissance, Monsieur Milosevic, d'après une déclaration émanant de Belgrade, n'avait pas déclaré accepter les principes du G8, c'est là où il y a peut-être une différence. La question de la sincérité comme l'a dit le Président, nous allons pouvoir la mesurer maintenant.

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, dans les réunions européennes et ailleurs, est-ce que votre travail commun devient plus compliqué quand approchent les élections européennes ? Et, Monsieur le Chancelier, jeudi vous étiez dans un meeting électoral de la gauche européenne, dès le lendemain vous travaillez avec les dirigeants français sur la relation franco-allemande. Comment appréciez-vous ces exercices successifs ?

LE PRESIDENT - Si vous le permettez je vais répondre brièvement. Dans la vie démocratique, il y a l'heure des estrades et le temps des États. Et aujourd'hui à Toulouse, ce sont l'Allemagne et la France qui sont côte à côte et qui discutent de leur avenir et de l'Europe.

LE PREMIER MINISTRE - Puisque j'ai été également interpellé, il ne vous a pas échappé peut-être que ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin ne sont candidats aux élections européennes. C'est la réponse à votre première question, avec peut-être alors juste un tout petit commentaire, le Président de la République a raison de distinguer le temps des estrades et le temps des États, en démocratie le temps des estrades, c'est-à-dire le temps des meetings et des réunions publiques sont des temps qui construisent le temps des États, c'est-à-dire le temps des gouvernements ou des Présidents disposant de légitimité, donc il n'y a peut-être pas d'opposition absolue mais il y a une distinction à opérer qui a été très justement faite par le Président de la République. L'autre question, à l'évidence ne s'adressait pas à moi ni au Président de la République.

LE CHANCELIER - Aucun problème à assister à une campagne électorale des socialistes français. C'est l'expression de l'étroitesse des relations entre nos partis donc je m'y suis senti très bien et j'ai été très heureux de l'accueil extrêmement chaleureux que m'ont réservé les participants à ce meeting. Quant à ma coopération avec le Président, tout ce que je puis dire c'est que je trouve notre coopération excellente et ceci concerne tant le volet politique de notre coopération que le volet humain. Il est très agréable de travailler avec le Président même s'il n'est pas membre d'un parti socialiste. En tout cas pas encore.

LE PRESIDENT - Je vous remercie.\